

Dans la structure complexe de l'économie mondiale d'aujourd'hui, le commerce et l'assistance sont étroitement liés. Quelle qu'en soit la somme, l'assistance ne mènera au progrès permanent et stable que si elle s'accompagne de moyens d'augmenter les exportations. En conséquence, tous les membres des Nations Unies, à économie développée ou en voie de développement, ont tout intérêt à rechercher la coopération bilatérale qui profitera au donateur et au bénéficiaire.

Le succès de cette tentative et d'autres semblables, si essentielles pour la paix et la prospérité du monde, dépendra en grande partie de notre volonté de ne pas mêler la controverse politique à la coopération économique et technique.

Les institutions spécialisées, les commissions techniques et régionales, les autres organismes chargés des problèmes économiques et sociaux devraient pouvoir consacrer tous leurs efforts aux tâches particulières qui leur incombent. Ces derniers temps, ils ont été désorientés et retardés dans leur travail par l'immixion de questions politiques controversables dans leurs délibérations. On a tenté de servir des fins politiques au détriment des avantages économiques et sociaux que pourrait offrir la mise en œuvre énergique des programmes techniques. Citons en exemple la récente crise au Conseil d'administration de l'OIT. Et ce n'est là qu'un incident entre plusieurs qui pourrait causer de l'inquiétude.

J'estime que les institutions spécialisées et les autres institutions techniques des Nations Unies devraient laisser le soin des questions politiques aux organismes auxquels reviennent les débats et les décisions d'ordre politique: l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Si tous les intéressés pouvaient convenir d'un moratoire sur la controverse politique au sein des institutions spécialisées, celles-ci pourraient poursuivre leur tâche pratique dans le domaine de l'assistance coopérative. Et ce sont les pays en voie de développement qui y gagneraient le plus.

Des membres immédiatement intéressés à certaines questions politiques impliquant les droits de l'homme et les libertés fondamentales croient sincèrement et même passionnément qu'il leur faut exposer leur cause chaque fois et partout où occasion se présente. Nous comprenons parfaitement l'acuité des sentiments que suscitent les questions raciales et coloniales sans cependant convenir de la sagesse ou de l'avantage de toutes les méthodes qu'on propose pour les régler.